

Un chemin communiste

Pierre Deransart - Section de Cachan- Fédération du Val de Marne (94)

Dans son intervention au Conseil National de janvier Fabien Roussel a insisté sur la nécessité de **rassembler largement** et de **prioriser la construction d'une majorité populaire**. Quant au congrès, il devra aborder des sujets clés comme la laïcité, l'immigration, ou **l'élaboration de projets communistes**, ceci afin de **renforcer la cohérence et l'efficacité du parti**. En effet, il y a urgence de communisme ! Il nous appartient de proposer un programme ambitieux, inspiré du CNR, pour bloquer la montée des forces fascistes.

Alors, allons-y, pourquoi ne pas travailler à une proposition simple et singulièrement attractive, clairement anticapitaliste, qui ne soit **pas simplement un chemin vers le communisme, mais un chemin communiste**, comme l'a été l'instauration du régime général de la sécurité sociale en 1946 : Instaurer **un premier niveau de salaire à vie sous forme d'un SMIC à 1 500 euros nets** pour tous, dès 18 ans, dès à présent.

Imaginez un monde où, dès vos 18 ans, vous touchez 1 500 euros nets par mois, à vie. Que vous soyez étudiant, au chômage, salarié ou retraité, ce salaire minimal vous est attribué pour la vie. Ce n'est pas une aide sociale, mais un vrai salaire, indépendant de votre situation. Cette proposition, appelée **Premier Niveau de Salaire à Vie (PNSaV)**, est un projet de transformation communiste de notre société.

Pourquoi en avons-nous besoin très vite ?

La France, comme beaucoup de pays, traverse une crise profonde. Les inégalités grandissent, les emplois précaires se multiplient, et beaucoup se sentent abandonnés. Résultat : certains votent par désespoir pour des partis extrêmes, comme le Rassemblement National. Les solutions actuelles, comme le RSA (au mieux de l'ordre de 600 euros par mois) ou l'AAH (au mieux de l'ordre de 1000 euros), ne suffisent pas à vivre dignement. Il est temps d'agir autrement : garantir à chacun un véritable salaire, sans condition.

Comment ça marche ?

Le principe est simple : dès 18 ans, chaque citoyen majeur se voit attribuer un salaire de 1 500 euros nets par mois, et ce, jusqu'à la fin de sa vie. Ce salaire est versé par une « caisse des salaires » et s'ajoute aux autres revenus.

Exemples :

Un salarié à 2 000 euros net touche 1 500 euros de la caisse et 500 euros de son employeur.

Un étudiant reçoit ses 1 500 euros chaque mois, sans avoir besoin de travailler à côté.

Un retraité voit sa pension complétée pour atteindre au moins 1 500 euros.

Avec ce système, tout le monde peut vivre décemment. Chacun peut respirer, se former, créer ou simplement vivre sans la peur du lendemain.

Quest-ce que cela coûterait ?

Un calcul économique montre que le financement du PNSaV nécessiterait de l'ordre de 100 milliards d'euros par an (environ 3,3% du PIB de la France) ; un coût relativement faible du fait que, heureusement, beaucoup de nos concitoyens touchent déjà un salaire ou une retraite supérieurs au SMIC.

La question clé : « Comment financer cela ? » La réponse : en redistribuant mieux les richesses.

Un des objectifs clairs du PNSaV est en effet de mieux répartir la richesse créée par le travail. Cela serait possible en faisant appel à des ressources comme le rétablissement de l'impôt sur la fortune, l'augmentation des cotisations patronales, ou une contribution spécifique pour les très hauts salaires (ceux du dernier décile).

Le PNSaV, une nouvelle liberté pour tous

Ce salaire n'est pas une charité ni un revenu de base, dont il se distingue par son niveau de rémunération et l'enrichissement de la citoyenneté qu'il apporte. Il est la reconnaissance de ce que chacun contribue à faire vivre la société, même hors emploi. Il ne s'agit pas d'obliger les gens à

travailler, mais de leur donner les moyens de choisir leur vie : se former sans pression financière, créer une entreprise ou un projet sans craindre l'échec, prendre soin de sa famille, de sa santé, ou s'engager dans sa communauté. L'idée est de briser la précarité de l'entrée dans la vie adulte et citoyenne pour permettre à chacun de vivre pleinement.

Les bénéfices pour la société

Fin de la pauvreté ou de l'exclusion sociale : Avec 1 500 euros par mois, personne ne vivrait dans la misère, chacun serait reconnu comme producteur et acteur dans la société.

Moins de stress : Plus besoin de courir après les petits boulots précaires.

Plus de solidarité : Les riches contribueraient davantage, les plus modestes seraient protégés.

Plus de liberté : Chacun pourrait étudier, créer, ou s'engager sans la peur de manquer d'argent.

Un coup dur pour l'extrême droite : En améliorant la vie des gens, on leur redonnerait espoir et confiance dans la société, sachant que seule une gauche progressiste et anticapitaliste serait en mesure de mettre en place un tel programme.

Et après ?

Le PNSaV n'est qu'une première étape. À long terme, ses défenseurs rêvent d'une société où le travail ne serait plus une corvée, mais un choix, et où les entreprises seraient gérées démocratiquement. Mais commencer par garantir un revenu décent à tous, c'est déjà un immense pas en avant.

En résumé : Le PNSaV est une proposition simple, juste et réalisable à moyen terme. Elle propose de garantir à chacun un revenu décent, sans condition, pour briser la précarité et redonner espoir. Ce n'est pas une utopie : c'est un choix politique, à notre portée. À nous de le faire vivre.